

L'Elysette veut fusionner les entités de Wallimage

LE RÉSUMÉ

Dans le cadre de la réforme des outils de financement publics, le gouvernement wallon veut **rationaliser les structures audiovisuelles parapubliques**.

Les trois entités de Wallimage sont amenées à **fusionner**, ainsi que les trois bureaux de tournage wallons

Objectif: plus de **clarté**, de **cohérence**, d'**efficacité** et de **bonne gouvernance**.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Dans le cadre de la réforme des outils économiques publics wallons concoctée par le ministre MR de l'Economie Pierre-Yves Jeholet, le fonds audiovisuel Wallimage s'apprête à changer de visage. «Il y a trop de structures publiques, estime le ministre. Cela nuit à la bonne gouvernance et à l'efficacité. Il faut les rationaliser.» Y compris dans l'audiovisuel donc. Le ministre dit qu'il ne veut pas couper dans les budgets opérationnels. «Ce sont des outils qui créent de l'activité économique et donc de l'emploi, il faut plutôt les rendre plus efficaces.»

Deux outils, voire trois, sont concernés. Le premier, Wallimage, est la carte de visite du secteur audiovisuel wallon. Wallimage est en fait une structure à deux étages. Au sommet, la SA de droit public Wallimage détenue à 100% par la Région. Elle possède la totalité du capital de Wallimage Coproductions, fonds économique qui investit dans des productions audiovisuelles doté d'une subvention de 5,5 millions d'euros par an. Ses investissements

générent un retour de 400%, un euro dépensé par le fonds générant 4 euros de dépenses dans l'industrie audiovisuelle wallonne. «C'est une opération budgétairement neutre, voir même légèrement profitable pour la Région», assure Philippe Reynaert, le patron de Wallimage. L'outil a permis le développement de toute une industrie audiovisuelle en Région wallonne, ce qui a poussé cette dernière à créer en 2008 Wallimage Entreprises, fonds doté de 15 millions d'euros qui investit dans des sociétés actives dans la postproduction, le son, les effets spéciaux... Wallimage

Entreprises est présente aujourd'hui dans 29 sociétés sous forme de prise de participation ou de prêts.

«La fusion entre Wallimage et Wallimage Coproductions est en cours, indique Pierre-Yves Jeholet. Mais il faudrait idéalement y ajouter Wallimage Entreprises, afin d'avoir une vision globale du secteur.» Bien que n'étant pas du même bord politique que Pierre-Yves Jeholet, Philippe Reynaert (PS) est sur la même longueur d'ondes: «Cela permettrait d'avoir un seul conseil d'administration, un seul reporting, etc.» Les trois Wallimage ont en effet chacun leur CA ce qui fait pas mal de monde. Celui de Wallimage Entreprises est différent des deux autres car il n'a pas les mêmes actionnaires, 92% de son capital étant détenus par la SRIW. Reste à voir si cet actionnariat différent pourrait bloquer le projet. Nous n'avons pu joindre le président de la SRIW, Olivier Vanderijst.

Le gouvernement veut également regrouper les bureaux de tournage. Ces ASBL sont des facilitateurs locaux pour les producteurs. Elles les aident à repérer les décors, à obtenir les autorisations de tournage, à trouver des techniciens, etc. On en

compte trois en Wallonie: Clap! pour les provinces de Liège, Namur et Luxembourg; Batch pour le Hainaut et l'Agence du film du Brabant wallon. «Est-il indispensable d'avoir autant de structures sur un aussi petit territoire que la Wallonie?» s'interroge le ministre. À titre d'exemple, le Clap! compte 21 administrateurs. De là à intégrer ces bureaux dans Wallimage, il y a un pas que le ministre ne franchit pas en raison notamment de leur statut d'ASBL et de leur pouvoir subsidiant différent: les provinces.

Enfin, il serait peut-être aussi cohérent d'incorporer dans Wallimage le fonds St'Art, qui investit dans les industries culturelles et créatives. Là, Jeholet est prudent. Le dossier est compliqué. Parce que St'Art investit dans des entreprises culturelles au sens large (audiovisuel, spectacle, jeu vidéo, design, mode, édition, gastronomie...). Et parce que St'Art a pour actionnaire majoritaire la Fédération Wallonie-Bruxelles, Finance Brussels et la Région wallonne, ces deux dernières étant minoritaires. Des actionnaires issus de majorités politiques différentes, donc. La Fédération veut en faire une vitrine. En mai dernier, elle y a encore injecté 20 millions. Bref, voir St'Art rallier Wallimage paraît utopique à ce stade.

400%

Un euro dépensé par Wallimage Coproductions génère 4 euros de dépenses dans l'industrie audiovisuelle wallonne.